Assez de diversions : Imposons un plan de bataille pour vaincre Macron !

Y-a-t-une opposition de notre camp social à Macron ? La disponibilité des travailleurs/ses à agir contre Macron est bien là, mais elle se heurte à la politique désastreuse des directions syndicales qui empêchent la cristallisation d'un « tous ensemble » autour d'un plan de bataille sérieux et concret pour vaincre Macron et son gouvernement.

Macron = saccage social et environnemental

Macron est au service des patrons et de l'encadrement capitaliste. Ce n'est pas une nouveauté. La nouveauté est la très forte dégradation de la situation économique et sociale : le pouvoir d'achat moyen baisse fortement (-3 % selon l'Insee au premier semestre 2022) ; l'inflation s'installe durablement ; une grave récession menace alors qu'il y a quelques mois Le Maire claironnait que les Trente Glorieuses étaient de retour, et avec elles la fin de la désindustrialisation et du chômage de masse ! Dans ce nouveau contexte, le gouvernement est bien décidé à faire payer la crise aux travailleurs/ses. En programmant la réduction drastique du déficit public (à moins de 3 % en 2027) et l'amplification des cadeaux au patronat (suppression en 2023-2024 de la cotisation sur la valeur ajoutée qui vient s'ajouter aux exonérations de cotisations sociales, à la baisse de l'impôt sur les sociétés, etc.), il n'y a qu'une seule variable d'ajustement : faire payer les travailleurs/ses, réduire les prestations sociales, et amplifier la casse des services publics.

Dans ce sens, une **loi sur l'assurance chômage** a été votée à l'Assemblée avec la complicité du RN sur certains amendements. Elle prévoit notamment de supprimer les indemnités chômage aux salarié.e.s en cas d'ébandon de poste ou s'ils étaient en CDD et ont refusé une proposition de CDI de la part de leurs employeurs. Surtout, le gouvernement indique son intention de faire voter une nouvelle loi début 2023 pour « *répondre aux difficultés de recrutement des entreprises* » en modulant les indemnités chômage en fonction de la conjoncture économique. Il s'agit de faire croire que les privé.e.s d'emploi choisissent de ne pas travailler et que la baisse des indemnisations les forcera à sortir de leur lit, à traverser la route, pour arrêter de vivre aux crochets de la société. Ce discours abject stigmatise les travailleurs/ses les plus fragilisés. Le véritable scandale est ailleurs : un tiers des personnes éligibles à l'assurance chômage ne reçoivent pas leur dû.

Pendant ce temps, le **projet de budget 2023** continue à être discuté. Comme les précédents, il comporte son lot de cadeaux aux patrons (la mesure phare est la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée payée par les grands groupes), et le renforcement des budgets de l'appareil répressif d'État (police et justice). Si les coupes drastiques sont plutôt prévues pour les prochains budgets, la casse des services publics va se poursuivre. Les dépenses de santé sont par exemple fixées à +3,9 %, soit moins que l'inflation. Certes, le gouvernement prévoit de prolonger des mesures pour amortir le choc sur les prix de l'énergie : mais le maintien du « bouclier énergétique » n'empêchera une très forte hausse du prix du gaz et de l'électricité début 2023 (+15 % prévu).

Quant au **plan de sobriété énergétique** a l'ambition de faire baisser de 10 % en deux ans la consommation d'énergie, il relève de la pure tartufferie. Aucune mesure structurelle n'est envisagée. Le gouvernement compte sur la communication et l'infantilisation des masses, en faisant croire que la question écologique relève des « petits gestes » de chacun au quotidien. Les guignols de la macronie nous expliquent qu'il ne faut pas faire tourner son singe-linge (oubliant que les deux tiers des Français n'ont pas de sèche-linge…), qu'il faut mettre des cols roulés, qu'il faut se chauffer à 19 degrés, etc. Ces grands bourgeois n'ont visiblement pas conscience de la profonde indécence qu'il y a à prodiguer des leçons de savoir vivre aux prolétaires. Tant qu'aucune contrainte ne sera imposée aux capitalistes et aux plus riches, le discours écologique relèvera de l'imposture. Pour rompre avec le productivisme et le gaspillage des ressources naturelles, il faut que les principaux moyens de production passent sous le contrôle des travailleurs/ses, ce qui permettra une planification démocratique respectueuse des contraintes écologiques. Il faudra aussi mettre fin bien sur au train de vie délirant (d'un point de vue écologique mais pas seulement…) des plus riches. En un mot, il faudra rompre avec la logique capitaliste.

Les directions syndicales doivent refuser la « concertation » sur les retraites avec le gouvernement

Les directions syndicales ne tirent aucune leçon de leurs stratégies de mobilisation : de façon rituelle, elles programment des journées d'action sans autre perspective qu'une nouvelle journée d'action quelques mois plus tard. Pour s'assurer que ces journées d'action n'impulsent aucune dynamique, elles programment des journées d'action sectorielles qui concurrencent les journées intersectorielles. Malgré la baisse du niveau de vie moyen, la dégradation accélérée des services publics (en premier lieu santé et éducation), les travailleurs/ses ordinaires ne se saisissent plus de ces journées qui rallient essentiellement et à reculons les militant.e.s et leurs cercles proches. Ces journées ne créent aucun rapport de force avec le gouvernement. Comment s'étonner dès lors que la très grande majorité de travailleurs/ses rechignent à perdre une journée de salaire alors qu'ils devront (pour beaucoup d'entre eux) rattraper les jours suivants le travail qui n'aura pas été fait ce jour là ?

La question de la participation à la journée d'action du 29 septembre aurait pu se poser pour beaucoup de travailleurs/ses si elles s'inscrivait dans un plan de bataille sérieux face au gouvernement. Il n'en est rien. Les directions syndicales s'opposent à la Marche du 16 octobre contre la vie chère et l'inaction climatique pour de pures raisons boutiquières : cette division alimente bien sur la démobilisation. Réunies le 3 octobre, les directions syndicales (de la CFDT à Solidaires) ont écrit un communiqué pour décider une seule chose : se revoir dans quelques semaines. Enfin, elles ont quand même décidé une autre chose : répondre favorablement à la demande de « concertations » du gouvernement autour de sa prochaine contre-réforme des retraites (programmée désormais début 2023).

Et pourtant, beaucoup de travailleurs/ses se battent pour leurs salaires ! L'enjeu de la grève dans les raffineries

Depuis plusieurs semaines désormais, une grève importante se développe dans les raffineries Exxon Mobil puis Total, et enfin Esso ce week-end. Dans un premier temps, les grands médias ont totalement invisibilisé cette grève. Mais c'est désormais impossible, puisque la pénurie (partielle ou totale) gagne un nombre croissant de stations d'essence (environ 30 % des stations désormais selon les propres chiffres du gouvernement qui minimise probablement la pénurie). Il n'y a que le menteur pathologique Olivier Véran pour décréter que « la pénurie n'existe pas ». Les salarié.e.s de Total et d'Exxon revendiquent respectivement 10 % et 7,5 % de hausse de salaires. Des revendications modérées quand on les met en rapport avec l'inflation officielle (autour de 6%) et les profits exorbitants de ces groupes, véritables profiteurs de guerre et de crise.

Le gouvernement est inquiet et il a visiblement mal anticipé les conséquences de cette grève, dans un contexte de hausse des prix du pétrole liée à la décision unanime de l'OPEP de limiter la production. D'un côté, il craint que des hausses significatives de salaires dans les raffineries encouragent d'autres salarié.e.s à entrer en lutte. D'un autre côté, il craint la pénurie alors que la crise économique s'amplifie. C'est pourquoi il met la pression sur la direction de Total et d'Exxon ainsi que sur les bureaucraties syndicales pour qu'elles concluent un accord « raisonnable » au plus vite. Message d'abord reçu par la direction de la CGT Total qui se dit prête à mettre de côté ses revendications d'embauches et d'investissements si des négociations salariales s'engagent immédiatement, puis par la direction de Total qui a dit consentir à ouvrir des négociations avant le 15 novembre (date des négociations annuelles obligatoires pour les salaires 2023)… à condition que les grévistes cessent leur grève ! Provocation que la CGT a bien entendu refuser, appelant à prolonger la grève.

Bien entendu, les traîtres du type Laurent Berger répondent présents pour cracher sur les grévistes et venir à la rescousse du gouvernement et du patronat. Pour Berger, la grève dans les raffineries n'a tout simplement pas lieu d'être, il faut attendre le 15 novembre et négocier à ce moment là paisiblement ! La propagande du gouvernement

et de Total, relayée par les grands médias, parlent d'une grève préventive. Il n'en est rien : les salariés réclament un rattrapage pour 2022, et n'évoquent pour le moment pas les revendications salariales pour 2023.

Les taux de grève sont impressionnants dans les raffineries. Les travailleurs/ses de ces secteurs montrent la voie à suivre, et ils devront s'auto-organiser au maximum pour déjouer les manœuvres des bureaucrates pour saboter leur grève. Il est aussi central que d'autres secteurs les rejoignent dans la mobilisation au plus vite car une fenêtre de tir s'ouvre pour faire plier Macron. Il faudra pour cela vaincre le verrou des bureaucraties syndicales.

En attendant, le gouvernement et le patronat cherchent à limiter au maximum l'impact de la grève : le gouvernement a débloqué plusieurs réserves stratégiques de pétrole pour alimenter des points de vente, à l'instar de ce qui a été fait en 2016 pour contrecarrer l'impact de la grève des raffineurs contre la Loi Travail ; TotalEnergies cherche à accroître ses importations de pétrole raffiné ; et a fait acheminer du kérosène depuis le Koweit la semaine dernière, selon une source syndicale interne ; et le gouvernement a annoncé une autorisation exceptionnelle de circuler le dimanche pour les camions citernes afin d'acheminer ce pétrole importé. Enfin, le gouvernement a une arme qu'il aimerait éviter d'utiliser, car son utilisation est hautement risquée : la réquisition des grévistes.

L'importance de la marche du 16 octobre, possible catalyseur de la mobilisation populaire contre le gouvernement

Malgré le boycott des bureaucraties syndicales, un arc de forces important appelle à la mobilisation du dimanche 16 octobre : l'ensemble des partis de la NUPES, y compris le PCF qui s'est enfin décidé à rallier la marche malgré le travail de sape de Roussel qui s'enferme de plus en plus dans sa démagogie puante et droitarde ; le NPA ; un ensemble d'associations ; de nombreuses « personnalités » ; ainsi que des structures syndicales qui bravent le boycot des directions confédérales.

Il n'y aura sans doute pas de déferlante le 16 octobre malgré une situation objective qui ne cesse de se dégrader. La faute aux bureaucraties syndicales bien sur, mais pas seulement. La France insoumise est engluée dans ses affaires de violences sexistes et est incapable de les traiter correctement, ce qui donne prise aux médias macronistes pour se déchaîner et contribuer à affaiblir la France insoumise. Cela ne facilite pas la mobilisation. Cela montre également l'urgence que la France insoumise sorte de son « état gazeux » et impulse la constitution d'un grand parti des travailleurs/ses, démocratique et ouvert à toutes les tendances du mouvement ouvrier. Si le champ politique est actuellement organisé autour de trois blocs, il y a un vrai risque que nous glissions vers une situation à l'italienne caractérisée par un face à face entre un bloc d'extrême-droite et un bloc de l'extrême-centre. Le maintien et le renforcement d'un bloc populaire de rupture avec le néolibéralisme exigent la constitution d'un parti politique fédérant les travailleurs/ses face aux deux blocs patronaux qui leur font face.

Dans nos quartiers, sur nos lieux de travail, dans nos syndicats, il est important de faire le travail de mobilisation cette semaine pour la manifestation du 16 octobre. Cette manifestation doit être ouverte par les travailleurs/ses en grève et servir de caisse de résonnance à leur mobilisation.

Au-delà du 16 octobre, ouvrir la discussion sur la nécessaire grève générale pour vaincre le gouvernement !

Une participation plus massive que le 29 septembre permettrait d'ouvrir sérieusement la discussion sur tous les lieux de travail : la prochaine étape doit-elle une énième journée d'action avant Noël ou la préparation d'un grand mouvement de grève générale autour d'un plan de revendications précis ?

A l'échelle du pays, nous n'obtiendrons rien de significatif sans un grand mouvement d'ensemble qui bloque l'économie et donc les profits des capitalistes. Concernant les revendications, elles s'imposent facilement compte tenu de la situation. A minima, il faudrait revendiquer :

- Hausse immédiate de 10 % du SMIC et du point d'indice dans la fonction publique

- Hausse immédiate de 10 % des prestations sociales

- Indexation stricte de tous les salaires sur les prix

- Blocage des prix de l'énergie et de l'alimentation

Ces revendications sont simples et compréhensibles par toutes et tous. Si les directions syndicales fixaient à fin novembre le début d'une grève générale reconductible, en lançant dès maintenant la préparation des modalités concrètes de cette grève, il n'y a aucun doute à avoir : de très nombreux salarié.e.s se saisiraient de cet appel enfin sérieux, et se poseraient alors la question de leur participation à la mobilisation. Bien entendu, les direcitons syndicales ne lanceront pas d'elles-mêmes ce type d'appel. Il faudra leur imposer un tel plan de bataille : cela passe par une bataille au sein des syndicats, par la mise en place de comités de mobilisation sur les lieux de travail, mais aussi par une politique publique des organisations qui se réclament de l'anticapitalisme, voire de la révolution !

Gaston Lefranc, le 10 octobre 2022